

L'AMBASSADEUR DU GRAND-DUC DE TOSCANE

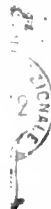
ET LES PROSCRITS FLORENTINS;

ÉPISODE INÉDIT DU RÈGNE DE HENRI III,



PAR M. ABEL DESJARDINS,

MEMBRE HONORAIRE DE LA SOCIÉTÉ IMPÉRIALE D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS DE DOUAI,
DOYEN DE LA FACULTÉ DES LETTRES.



Avant d'être une science politique, l'histoire est une science morale : en soulevant le voile qui recouvre certains faits odieux accomplis dans les plus mauvais jours du XVIe siècle, c'est surtout une étude de mœurs que nous nous proposons de soumettre au jugement de cette docte assemblée.

Fidèle aux traditions de son père, le grand-duc François I[er] ne se piquait pas de générosité à l'égard de ses ennemis. Il poursuivait de ses ressentiments implacables, et ceux qui conspiraient contre son pouvoir, et ceux qui regrettaient trop ouvertement la liberté perdue. La confiscation, le bannissement, étaient à ses yeux des peines trop légeres; convaincu que les morts seuls ne reviennent pas, il cherchait à atteindre les exilés politiques partout où ils s'étaient réfugiés, et il les faisait frapper, non plus par le glaive respecté de la loi, mais par les armes détestables des assassins qu'il prenait à ses gages. La France, cette terre hospitalière, avait offert un refuge aux plus distingués de ces malheureux proscrits. Le petit souverain de la Toscane n'hésita pas a confier à ses représentants accrédités le soin de sa vengeance, sans nul égard pour un roi trop méprisable pour se faire respecter, trop pusillanime pour se faire craindre. Les documents inédits, parfaitement authentiques, que nous allons interroger montrent à quel degré de dépravation et d'audace on en était venu sous le gouvernement du dernier des Valois.

En l'année 1576, Sinolfo Saracini, chevalier de Malte, fut envoyé à la cour de Henri III, en qualité d'ambassadeur résident. C'était un homme médiocre, peu libéral et peu actif. Il avait près de lui, comme secrétaire, Messer Curzio da Picchena, jeune homme ardent et sans scrupules, prêt à tout tenter pour attirer sur lui l'attention et les faveurs du grand-duc. Ce fut lui surtout qui se fit l'exécuteur violent et passionné des secrètes volontés de son maître. Ambassadeur et secrétaire n'attendaient qu'une occasion de prouver leur zèle et de faire leur cour; ils saisirent la première qui se présenta.

Au printemps de l'année 1577, le roi et la cour étaient à Blois. Or il y avait, dans une des églises de cette ville, un monument funéraire fort modeste, consacré à la mémoire du Florentin proscrit Luca Manelli. C'était une pierre sépulcrale encastrée dans le mur, et portant cette épitaphe :

« D.O.M.

« Lucæ.Manellio.Patritio.Florentino.qui.libertate.patriæ.suæ. carens . in . vindicanda . indefessus . maluit . forti . animo . omnibus . carere . quam . ibi . indignum . servitutis . jugum . pati . cives . tali . animo . erga . Rempublicam . affecti . mœr[entes] pos[uerunt].

« Obiit . VIII . idus . octobris . anno . ætatis . suæ . LVIII°. et . a . partu . Virginis . MDLXXI°[1]. »

Curzio, qui était aux aguets, lut l'inscription séditieuse, et la dénonça à Saracini. Celui-ci s'introduisit clandestinement dans le saint lieu, accompagné d'un ou deux hommes résolus, fit briser la pierre et mutiler l'épitaphe au point de la rendre illisible.

Cette profanation passa inaperçue. Le roi, s'il en fut informé, n'en ressentit du moins aucune émotion.

C'était peu d'outrager les morts; ce qui importait, c'était de se délivrer des vivants. Parmi les Italiens réfugiés en Angleterre ou en France, il y en avait cinq qui étaient plus particulièrement désignés au poignard des assassins : Piero et Antonio Capponi, Francesco Alamanni, Bernardo Girolami, tous quatre Florentins, et

[1] L'auteur de l'epitaphe etait le Florentin Bernardo Girolami.

Troïlo, de la famille des Orsini. Suivre pas à pas chacune des victimes signalées; trouver des meurtriers experts et aguerris, les encourager, les diriger, leur fournir l'occasion de frapper; le coup fait, leur procurer les moyens de fuir, et leur payer le prix du sang : voilà la grande occupation de l'ambassadeur, l'unique souci du secrétaire.

Essayons de mettre de l'ordre dans cette hideuse correspondance. Des cinq réfugiés, Piero Capponi est le seul qui réside en Angleterre : nous commencerons par lui.

I. — Piero Capponi.

Dans les premiers jours de novembre 1577, Piero Capponi fut attaqué à l'improviste par trois hommes armés. Il se défendit avec tant de vigueur, qu'il tua un des assaillants, et ne fut pas même blessé.

Par l'entremise du Florentin Busini, l'ambassadeur s'était assuré le concours de quelques agents, chargés d'épier toutes les démarches de Capponi et de découvrir d'où il tirait ses moyens de subsistance. Il jugeait qu'ils étaient gens à faire une autre besogne (*sono persone da sperarne maggiore effetto*). « Il en est un surtout, écrit-il, l'ami de Busini (*questo suo amico*), qu'il serait à propos d'encourager par quelque présent gracieux, et qui reconnaîtrait cette courtoisie (*questa cortesia*) en assassinant le proscrit (*e potrebbe facilmente indursi ad ammazzarlo*). » Impossible de parler plus clair.

Il était malaisé de venir à bout de vive force de Piero Capponi, car il avait prouvé qu'il était homme à vendre chèrement sa vie. Le secrétaire Curzio pensa que le parti le plus sage était de recourir au poison. Un certain Napolitain, qui possédait beaucoup de secrets (*uomo di molti segreti*), arrivait tout à point d'Angleterre. Curzio se lia d'amitié avec lui, il le trouva le mieux disposé du monde. Seulement il apprit de lui-même que, par suite de certaines peccadilles, il ne pouvait remettre les pieds sur le sol britannique sans courir le risque d'être pris et pendu. Il s'adressa alors à un autre médecin romain, qui habitait l'Angleterre, et qui, pendant un précédent séjour en France, était devenu son ami intime (*con il quale*, dit-il, *già tre anni, io avevo qui in Francia intrinseca amicizia*).

On voit qu'il avait l'art de choisir ses amis. Le Romain se montrait plein de bon vouloir. Nous ne savons pour quel motif l'affaire ne se conclut pas.

Il fallut donc de nouveau se mettre en quête. Pour un empoisonneur qu'on cherchait, on en trouva deux. Pendant que Curzio enrôlait le Siennois Agostino Mucci, on dépêchait directement de Florence le Ferrarais Scipione Casanuova. Il fut décidé, pour éviter toute confusion, qu'on les ferait travailler l'un après l'autre.

Toutes ces peines furent perdues : Piero Capponi échappa au fer et au poison.

II. — Troïlo Orsini.

Dans la soirée du 30 novembre 1577, Troïlo Orsini fut tué en pleine rue d'un coup de pistolet. Un Napolitain, qui se faisait appeler Stefano Caraccioli, et qui se disait chevalier de l'ordre de Saint-Étienne, fut arrêté comme auteur de ce meurtre. M. de Lansac et le capitaine Bernardo Girolami dénoncèrent l'ambassadeur comme instigateur du crime et comme complice. Interrogé d'abord par M. de la Suse, Saracini essaya de se justifier auprès de la reine mère, s'en tenant aux excuses les plus vagues et évitant d'entrer dans le détail précis des faits. On reconnut que l'homme qui avait été pris et soumis à la question n'était pas coupable; on constata qu'il ne se nommait pas Caraccioli, mais bien Vincenzio Elefanti; ce n'était pas lui qui avait tiré le coup de pistolet; il fut donc rendu à la liberté, et banni du royaume, sans doute pour avoir pris un nom supposé.

L'ambassadeur n'eut garde d'intervenir au procès; se sentant compromis et justement suspect, il se tint à l'écart, « afin, dit-il, de ne pas augmenter les vains soupçons qui sont une invention des méchants » (*per non augumentare il sospetto vano, che è inventato dai maligni*). Était-ce une invention? Il est permis d'en douter, surtout lorsque, quatre ans après, dans la correspondance du secrétaire Andrea Albertani, envoyé du grand-duc, on trouve à cet égard un aveu qui ne manque pas d'audace. La reine mère lui aurait dit : « Le grand-duc, à mon grand déplaisir, a fait assassiner à Paris le seigneur Troïlo Orsini et d'autres, ce qui n'est pas bien

fait, car ce royaume est libre, et chacun peut y habiter; » et il aurait répondu : « Madame, Votre Majesté vient de toucher un point où elle a tous les torts du monde. En effet, si le seigneur Troïlo et d'autres ont été tués dans ce royaume, lui et les autres étaient indignes de vivre, après ce qu'ils avaient fait contre l'honneur et le service de leur prince. » Albertani ne nie pas le crime, il le glorifie.

III. — Antonio Capponi et Francesco Alamanni.

Saracini et Curzio avaient reçu la mission expresse de faire tuer Alamanni et surtout Antonio Capponi. Dès son arrivée en France, l'ambassadeur s'occupa de cette affaire, proposant divers modes d'exécution, et demandant des instructions formelles, qui sans doute lui furent envoyées.

Un premier essai réussit mal. Un Italien, Pirro da Colle, était venu tout exprès de son pays pour exécuter le double assassinat; il manqua d'assurance, et s'en retourna sans avoir rien fait. Il faut lire la dépêche de Saracini et la lettre du secrétaire, pour se faire une idée du désappointement de l'un et de l'irritation de l'autre.

« Messer Pirro da Colle, écrit l'ambassadeur, bien que je ne lui aie épargné ni l'argent, ni les conseils, ni les exhortations amicales (*ammonizioni amorevoli*) que j'ai pu juger utiles à ses *études* (*ai suoi studi*), saisi de je ne sais quelle panique, est parti tout à coup, sans que j'aie pu l'en dissuader. J'en ai conçu un déplaisir infini, en voyant qu'il a trompé toutes nos espérances, qu'il a fait pour rien un voyage fort long et fort coûteux, et qu'il a agi en homme vain et léger. Que Dieu lui pardonne! » (*Dio gli perdoni!*) Oui, cela est écrit : *Que Dieu lui pardonne!*

Écoutons Curzio :

« N'ajoutez aucune foi aux paroles de Pirro, s'il vous dit qu'il a rencontré de grandes difficultés pour l'achat de cette marchandise (*nel comprare quelle mercanzie*). Sachez que jamais homme n'a laissé échapper occasion plus belle. Quant à celui qu'il appelle le plus grand des deux marchands (*Quanto a quello mercante che lui chiamava il maggiore*), — c'est Antonio Capponi, — je lui ai indiqué jusqu'à l'heure où il pouvait faire l'achat au meilleur marché

ho dettogli insino l'ora che a miglior mercato si poteva fare compra). La maison était située hors de la ville; le marchand était à sa discrétion (*poteva aver copia del mercante*); c'était la nuit, c'est-à-dire le temps le plus propice pour acheter semblable marchandise (*per comprare simile mercanzia*). Je suis pénétré de douleur à la pensée que, la première fois que j'ai pu donner à Son Altesse une preuve de mon dévouement, j'aie eu affaire à un sujet aussi pitoyable. Croyez bien que ma ferme volonté tend uniquement à bien servir mes maîtres, sans qu'aucune considération n'en puisse détourner (*rimossi tutti gli altri rispetti*). »

Pirro da Colle étant parti, on chercha et l'on crut trouver mieux. Filippo Eschini s'offrit et fut accepté[1]. Il est présumable qu'il se mit aussitôt à l'œuvre, et qu'il échoua dans une tentative qui mit en danger les jours des deux proscrits, et dont il ne se vanta pas. Pendant quelque temps, on perdit sa trace; on découvrit enfin qu'il était en prison pour dettes. Curzio l'alla voir, paya pour lui, et le fit libre; il le destina à frapper une autre victime.

Saracini était obligé de confesser qu'assassiner les gens n'était pas chose si facile qu'il l'avait pensé. Les réfugiés se tenaient sur leurs gardes; ils avaient leur police, qui était bien faite. Dès qu'un Italien arrivait à Lyon, ils étaient exactement avertis de son nom et du but probable de son voyage. Un comité, composé de Bernardo Girolami, de Battista Sernigi, de Jacopo Corbinelli, de Piero Soderini, siégeait à Paris, où il exerçait une exacte surveillance. Enfin Antonio Capponi habitait une maison occupée en grande partie par des gardes du roi. Depuis un an, on ne l'avait rencontré à aucune promenade, et il ne recevait que des amis sûrs. De plus, le récent assassinat de Troilo Orsini, en donnant l'éveil, avait rendu plus périlleuses les entreprises du même genre. L'ambassadeur était devenu fort circonspect. Quant à Curzio, il ne se déconcertait pas, et prenait en pitié le timide Saracini. Celui-ci s'était opposé d'abord à toute nouvelle tentative, puis, comme tous les gens faibles, il avait fermé les yeux et laissé agir le secrétaire. Curzio entra directement en relation avec le secrétaire du grand-duc, Vinta, qui lui fit tenir

[1] Filippo Eschini, comme les gens de son espèce, prenait des noms divers: il est désigné tantôt sous le nom d'Orazio Rasponi, tantôt sous celui de Valletta.

de l'argent par l'entremise de l'ingénieur Enea Recolle; il prit dès lors la direction de l'affaire.

Sur ces entrefaites, il apprit que Capponi et Alamanni étaient en Gascogne auprès de M. de Montluc. Il jugea qu'ils n'étaient pas pour cela hors de sa portée, mais que le meilleur moyen de réussir était de renoncer à employer des Italiens, dont les proscrits se défiaient, et de recourir à des Français, choisis, autant que possible, dans le pays même où se trouvaient ceux qu'il voulait atteindre. A cette triste époque, la démoralisation avait fait en France de tels progrès, qu'un correspondant du grand-duc, Giacchinotti, avait pu affirmer que, pour un peu d'argent, on trouverait aisément dans le royaume nombre d'hommes prêts à tout faire. Il ne s'agissait que de bien choisir. Le Siennois Agostino Mucci, qui connaissait son monde, et qui lui-même était spadassin de profession, indiqua au secrétaire un capitaine gascon, plus prompt à agir qu'à parler (*uomo più da fatti che da parole*), et qui était l'homme qu'il lui fallait. Tout bon avis vaut un salaire : Agostino, qui n'était pas riche, reçut quelques écus pour prix de son renseignement. En outre, comme c'était un homme à ménager, Vinta fut prié de glisser dans sa prochaine lettre quelques bonnes et encourageantes paroles à son adresse, et qu'on pût lui montrer.

Le 19 juillet 1578, Francesco Alamanni était assassiné en Gascogne, presque au sortir de la maison de Montluc. D'où le coup était-il parti? On ne saurait en accuser Curzio, car la nouvelle du crime lui causa un vif déplaisir : « Je ne puis croire, écrit-il, que la mort d'Alamanni soit du fait d'Agostino ou du Gascon, son ami. Tous deux doivent savoir que Son Altesse n'y attachait qu'une médiocre importance; et cela sera cause qu'Antonio Capponi veillera de plus près à sa sûreté. »

Est-ce l'ambassadeur qu'il en faut rendre responsable? Il donne des détails sur l'événement : « Alamanni, écrit-il, était en compagnie d'un Français, lorsque tous deux ont été attaqués par un capitaine de la Chapelle et un de ses sergents. Comme ils se défendaient énergiquement, six hommes armés sortirent d'une embuscade; ils succombèrent alors sous le nombre. Alamanni, avant d'expirer, a dénoncé le grand-duc comme l'auteur de sa mort.

On a fait courir le bruit que, parmi les six hommes ve
se trouvait un Italien qui avait reçu de l'argent de moi. »

Cette dernière phrase ne renferme-t-elle pas un demi-aveu?

Dans une autre dépêche, son langage est plus explicite : « Plût à Dieu, s'écrie-t-il, que tous ces hommes pervers, qui ont offensé Votre Altesse, fussent châtiés comme l'a été Francesco Alamanni! Je me soucie peu qu'on m'impute un si juste châtiment. »

Que devint Antonio Capponi? Curzio, à l'instant même où il se trouvait engagé dans la terrible affaire dont nous allons parler, songeait encore au moyen de faire périr ce redoutable proscrit. A cet effet, il entrait en rapport avec le fameux capitaine gascon qu'Agostino avait recommandé. Il fut enchanté de lui (*se prima*, dit-il, *ne aveva buona opinione, adesso l'ho buonissima*). Cet homme, âgé de quarante-cinq ans, bien secondé par un soldat aguerri, ne doutait pas du succès. Le secrétaire le considère comme *un homme de condition, sur la parole duquel on peut compter.* L'homme de condition demandait qu'on lui fît l'avance de deux à trois cents écus, pour s'équiper ainsi que son soldat. « Qu'on les lui donne, écrit Curzio, et je ne doute pas *qu'il ne fasse de bonne besogne. L'affaire faite*, on lui comptera quatre mille écus [1]. »

Toutes les dispositions étaient prises, lorsque le secrétaire Curzio fut forcé de quitter la France. Lui parti, l'entreprise fut sans doute abandonnée; dans les documents du règne de Henri III, nous n'avons rien découvert qui puisse nous faire croire qu'Antonio Capponi soit mort assassiné.

IV. — Bernardo Girolami.

Le capitaine Bernardo Girolami, frère du dernier gonfalonier de la République, s'était réfugié en France avec son neveu Raffaello. C'était un des adversaires les plus déterminés du grand-duc. L'épitaphe de Luca Manelli, que nous avons citée plus haut, lui était attribuée. Après l'assassinat de Troilo Orsini, c'est lui qui avait accusé hautement l'ambassadeur de Toscane d'être l'instigateur de cet attentat. Sa mort était donc depuis longtemps résolue.

[1] L'écu valait 11 fr. 50 cent.; 4,000 écus valaient donc 46,000 francs

Curzio tenait en reserve l'homme qui devait le ait ce Filippo Eschini, qu'il avait tiré de prison, ume on l'a vu, en acquittant sa dette. Vers le milieu du mois d'octobre 1578, il loua pour lui une chambre dont la fenêtre donnait sur le jardin attenant à la maison de Bernardo. On savait que le proscrit florentin s'y promenait chaque jour pendant de longues heures. Il se trouvait donc à la discrétion de son meurtrier.

Cependant la pluie ne cessait de tomber, et Bernardo ne se promenait pas. Il fallut aviser à quelque autre moyen. Curzio prit soin d'informer Eschini, jour par jour, des moindres démarches du capitaine. Enfin, le 8 novembre, comme il venait de rendre visite à Ruccellaï, en compagnie de son neveu Raffaello, Bernardo fut assailli dans la rue par l'assassin, qui était à cheval, et qui lui tira un coup de pistolet dans les reins. Raffaello, entendant la détonation de l'arme à feu, et voyant tomber son oncle, courut droit au meurtrier, qui fuyait, et lui plongea son épée dans le corps avec tant de force, que le fer resta dans la blessure. Il eût été possible à Eschini d'esquiver le coup, mais il avait eu la témérité de s'avancer vers Raffaello, espérant l'intimider en le menaçant de son arme déchargée. On retrouva à son logis son cheval, dont la selle était inondée de sang, ce qui fit penser que le cavalier avait été blessé mortellement.

Le secrétaire chargea le seigneur de Chiaramonte de se rendre à la demeure de Girolami, et d'y chercher des renseignements. Voici ce qu'il apprit : Tous croyaient à une vengeance particulière, à l'exception du seul Piero Soderini, qui accusait de ce nouveau meurtre le grand-duc et ses agents.

Qu'était devenu Eschini? Ce ne fut que le surlendemain que Curzio eut de ses nouvelles : il avait dû la vie aux deux Français qu'il avait enrôlés pour le seconder; ceux-ci étaient venus à son aide, avaient fait, le soir même, panser sa blessure, et l'avaient transporté à une lieue de Paris, dans une caverne, où il était resté caché pendant la nuit et tout le jour suivant. Enfin, dans la nuit du 9 au 10, ils l'avaient porté chez un barbier, dont ils garantissaient la discrétion, et qui était en état de lui donner des soins.

C'est là que, sur sa prière, le secrétaire l'alla voi conseil qu'il lui donna fut de partir aussitôt qu il le effet la justice, dont le zèle était excité par Raffaello Girolami, sait pour retrouver le coupable les recherches les plus actives. On avait à craindre les indiscrétions des deux Français qui avaient porté le blessé chez le barbier. Il est vrai qu'on ne les avait pas laissés sortir de la maison; mais on ne pouvait les y retenir indéfiniment. Curzio donna à Eschini de l'argent, et il lui remit un baume très-efficace pour fermer les blessures. Il le laissa plein de confiance dans sa prochaine guérison.

Le 12 novembre, les deux hommes qui l'avaient secouru furent congédiés; chacun d'eux reçut une somme de quinze écus[1], avec promesse d'en avoir autant quelques jours plus tard, s'ils savaient se taire. Par surcroît de précaution, le blessé se fit installer dans une autre chambre, louée à cet effet. Curzio fit adroitement courir le bruit que des marchands l'avaient trouvé mort sur la route de Bourgogne. Le fait devait paraître vraisemblable: on se souvient qu'on avait vu son cheval rentrer couvert de sang; de plus, le barbier qui l'avait pansé aussitôt après l'attentat, avait déclaré qu'il le considérait comme un homme perdu.

Dans la journée du 13, Eschini fut arrêté; la femme d'un des deux hommes qui l'avaient porté chez le barbier avait parlé: « Pour n'avoir pas voulu partir, comme je ne cessais de le lui conseiller, écrit le secrétaire, il lui arrivera de servir de spectacle au peuple (*gl'interverrà il servire di spettacolo al popolo*). Jusqu'à présent, il nie bravement. Il est probable qu'on lui laissera le temps de se guérir, pour qu'il soit en état de supporter la torture. »

Peut-être Eschini aurait-il la force de mourir sans livrer son secret; mais celle qui se disait sa femme, mais son domestique, montreraient-ils la même fermeté? Tous deux connaissaient les relations de ce misérable avec l'ambassade. D'un instant à l'autre, Curzio pouvait se trouver impliqué dans un procès criminel de la nature la plus grave. Croirait-on que, sous le coup

[1] 172 francs 50 centimes.

d'un pareil danger, il ait eu l'impudence de préparer un autre assassinat? Il ne cessait d'encourager le fameux Gascon à frapper Antonio Capponi. Voici ce qu'il écrit, à la date du 18 novembre : *Quello Guascone, se bene è avvenuta questa disgrazia, non si perde d'animo; ed è resolutissimo di volere abbracciare l'impresa contro Antonio Capponi; ed io non manco di mantenerlo in questo buono proposito.*

Le capitaine Bernardo n'était pas mort sur le coup, la balle n'avait même pas pénétré profondément. Mais l'assassin savait trop bien son métier pour n'avoir pas pris ses précautions. Il ne devait recevoir son salaire « qu'en cas de succès » (*succedendo*). Comme il tenait à toucher la somme, il avait préparé ses balles de manière à obtenir *un succès* complet[1]. Après avoir langui quelque temps, Bernardo Girolami succomba avant la fin du mois de novembre. Il montra dans ses derniers moments une grande fermeté d'âme. Son neveu Raffaello invita à ses obsèques le nonce, l'ambassadeur de Venise et l'*ambassadeur florentin*. Par un reste de pudeur, Saracini s'excusa[2].

La mort de Bernardo devait être vengée : son assassin fut roué vif. Cet atroce châtiment, qu'il subit sur le pont Saint-Michel, lui fut infligé par l'ordre exprès du roi. Lorsque ce misérable eut les membres brisés, avant de lui donner le coup de grâce, on suspendit le supplice pour procéder à un dernier interrogatoire. Dans ce moment suprême, il fit des révélations. Si l'on en croit les informations transmises à Saracini par son collègue, l'ambassadeur de Venise, par le banquier Diaceto et par M. de Lénoncourt, il aurait déclaré : qu'il était venu en France à l'instigation du grand-duc, afin d'assassiner Troïlo Orsini, pour une somme de six mille écus[3]; qu'il avait été chargé ensuite de tuer Girolami; qu'il avait reçu à cet effet de l'argent de l'ambassadeur et du secrétaire; que ce dernier lui avait donné en outre du baume pour soigner sa

[1] Curzio écrit le 10 novembre: *Se bene l'archibusata non tocca l'interiori, Eschini si assicura che Bernardo non ne camperà, rispetto alla qualità delle palle...* et le 22 novembre: *Il Eschini mi dice che giocherebbe la vita sua che non camperà...*

[2] Saracini écrit : *Sono in itato anche io; ma non vi interverrò.*

[3] 69,000 francs

blessure. Enfin il aurait nommé plusieurs autres personnes qu'il devait successivement mettre à mort.

Saracini et Curzio se trouvaient très-gravement compromis.

Dans ces circonstances, le lieutenant criminel se présenta devant le roi; il protesta qu'il était décidé à déposer immédiatement sa démission entre les mains de Sa Majesté, si elle ne l'autorisait pas à diriger des poursuites tout au moins contre le secrétaire. Le roi se fit apporter les pièces du procès d'Eschini, les lut attentivement, et, après avoir pris l'avis de son conseil, donna l'ordre d'arrêter Curzio partout où il se trouverait, excepté dans la maison de l'ambassadeur.

L'ordre fut exécuté sur-le-champ, et Curzio fut arrêté dans la cour du Louvre.

Cet acte de vigueur jeta l'ambassadeur dans la consternation : il avait compté sur l'impunité. Sa conscience n'était pas assez nette pour qu'il ne conçût pas les plus mortelles alarmes. Il tenta vainement d'obtenir une audience du roi, qui pendant huit jours devint invisible. Il eut recours alors à M. de Montmorency, qui était fort malade et hors de Paris; au cardinal de Birague, à M. de Bellièvre. Il essaya d'intéresser à sa cause le nonce et divers ambassadeurs. Le procès du secrétaire n'en suivit pas moins son cours. Saracini ne fut pas personnellement inquiété, et, à force de démarches, il réussit à faire adoucir la sentence. Le 24 décembre, Curzio s'entendit condamner au bannissement perpétuel, avec ordre de quitter Paris dans les vingt-quatre heures, sous peine de la vie.

Une fois remis en liberté, le terrible secrétaire s'obstinait à rester, jusqu'à ce que le grand-duc, son maître, lui eût fait connaître sa volonté. L'ambassadeur eut beaucoup de peine à le décider à partir.

Lorsqu'il fut débarrassé de ce cruel souci, il put parler à cœur ouvert : « Si Curzio, écrit-il, a été tiré d'affaire, qu'il en rende grâce au zèle de nos amis, et à la connivence des juges gagnés par de chaudes et puissantes recommandations (*ne ringrazii i giudici corroti dall' altrui autorità e calde raccommandazioni*). C'est un miracle que la chose se soit passée ainsi, tant il avait à redouter

d'accablants témoignages! Mais parmi les témoins, les uns se sont absentés; les autres, résistant aux menaces et même aux tourments, ont déclaré ne pas le connaître, afin de ne pas lui faire de tort, et plus encore dans l'espoir de récompenses, qu'ils réclament aujourd'hui avec instance (*per non fargli danno, ma più per speranza di mercede, come dimandano ora instantamente*). »

Nous avons eu quelque peine à surmonter le dégoût que nous inspire cette odieuse correspondance. Qu'y avons-nous vu? Un souverain, une Altesse, et ses conseillers intimes, et ses agents diplomatiques, ne rougissant pas d'entrer en relations suivies, presque familières, avec ce qu'il y a de plus vil dans les bas-fonds de la société, se mettant à la merci de ces gens infâmes, s'abaissant jusqu'à devenir leurs complices! Dans quel dessein, et pour quoi faire? Pour arracher lâchement la vie, le seul bien qui leur reste, à de malheureux proscrits, qui n'ont plus ni patrie ni fortune. Ce qui rend ce spectacle plus affligeant, c'est que ces personnages politiques agissent en tout ceci avec une assurance, avec un calme, qui font croire qu'ils ont perdu tout sens moral, et qu'ils n'ont plus même la conscience de ce qu'ils font.

Ce n'est pas sans un sentiment pénible que nous comparons ces honteuses dépêches aux relations des Francesco della Casa, des Pandolfini, des Acciajuoli, des Vettori, des Carducci, ces dignes représentants de la grande Commune de Florence, qui discutaient avec autant d'autorité que d'éclat les plus graves questions d'intérêt public. Voilà donc ce qu'était devenue, dans l'espace d'un demi-siècle, la diplomatie florentine, naguère si renommée, sous l'action énervante des premiers grands-ducs de la maison de Médicis! Que penser d'un prince qui prescrit ces actes détestables, de la société qui les tolère, du gouvernement qui se montre si lent à les réprimer? Il nous semble qu'il n'est pas de documents qui, mieux que ces fragments de correspondance, fassent sentir à quel degré de dépravation on en était venu sous le dernier des Valois.

Un enseignement moral ne ressort-il pas encore de cette étude? C'est que les hommes appelés à prendre part aux affaires publiques

auraient grand tort de se flatter d'ensevelir dans l'ombre le souvenir de leurs actions lâches ou perverses. Tôt ou tard la lumière se fait; l'infatigable histoire, poursuivant patiemment ses redoutables enquêtes, dévoilera les scandales de leur conduite, et imprimera à leur nom la flétrissure qu'ils ont méritée.

Imprimerie impériale. — 1869.



